

NOVEMBRE '25 / N°4



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

> RÉPARTIR LES RICHESSES : OUI À L'INITIATIVE POUR L'AVENIR	3
> MERCOSUR : QUAND LE LIBRE-ÉCHANGE DÉTRUIT LA PLANÈTE	6
> FONDS CLIMAT : AUX URNES EN 2026 POUR CORRIGER LE TIR DU PARLEMENT	7



BILAN VERT :
L'OPPOSITION PAYE !



Réuni-e-s fin août dans le Jura, les délégué-e-s des VERT-E-S ont lancé le sprint final pour l'initiative solaire.

DESTINATION SOLAIRE

Il nous reste quatre semaines pour réunir les 100'000 signatures valables pour l'initiative solaire. Grâce à l'engagement de chacune et chacun d'entre vous, nous pouvons y arriver. Vos derniers efforts comptent : merci !

Nous pourrions être fiers et fiers de ce succès : cela fait plus de dix ans que les VERT-E-S n'ont pas, de façon totalement autonome, lancé, récolté et déposé une initiative populaire. Nous écrivons ainsi l'agenda politique à un moment crucial. Nous sommes le parti qui compte pour montrer la voie face à la crise climatique. Car c'est maintenant que notre avenir se décide : voulons-nous de l'énergie solaire ou des énergies nucléaire et fossile ? Le conseiller fédéral Albert Rösti rêve d'une nouvelle centrale nucléaire en Suisse

et sabote délibérément la transition énergétique. Avec son bashing anti-solaire, en martelant à tort qu'il y a trop d'énergie solaire en été ou en tentant de supprimer les soutiens financiers par la petite porte, il crée de l'insécurité qui sape le boom de l'énergie solaire. Qui en profite ? Les énergies fossiles. Au détriment du climat.

L'initiative solaire apporte les solutions dont nous avons urgemment besoin. Elle garantit le développement de l'énergie solaire en Suisse, alors que nous sommes bien loin d'utiliser tout son potentiel, qui est aussi élevé que notre consommation actuelle. Elle crée un cadre sûr, qui garantit les investissements. Et elle protège la nature, en misant sur les bâtiments et infrastructures existants.

Cela donne nettement plus envie qu'une centrale nucléaire qui coûtera des milliards, produira des déchets radioactifs pendant des dizaines de milliers d'années et renforcera notre dépendance à l'étranger par l'importation continue d'uranium, notamment de Russie. Sans parler du danger réel que représente le nucléaire.

Merci pour votre engagement, il est précieux pour nos lendemains verts !

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
📧 lisa_mazzone

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch

Tirage 3700 exemplaires
Rédaction : Marjorie Spart, Florian Wüstholtz
Traduction : Madeleine Zbinden, Marjorie Spart
Mise en page et illustrations : Susanne Gafner
Imprimerie : Bubenberg Druck
Photos : Les VERT-E-S suisses (p.1, 2), Monika Flückiger (p. 3, 4, 5, 6, 7), (p.6) (p.7), Victor R. Caivano/dpa (p.6), Marc Wieland/unsplash (p.7) mäd (p.8)

Paraît quatre fois par an.
Abonnement annuel : CHF 20.–
(compris dans la cotisation de membre)

Soutenez les VERT-E-S en versant un don
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

VOTATION DU 30 NOVEMBRE

OUI

INITIATIVE POUR L'AVENIR

Une initiative qui permet de protéger le climat et qui lutte contre les inégalités

NON

INITIATIVE POUR UN SERVICE CITOYEN

Une initiative mauvaise pour l'égalité et qui renforce encore plus le service militaire

OUI À L'INITIATIVE POUR L'AVENIR !

Chaque année, des milliards sont hérités. Il est temps d'en répartir équitablement une partie. Également pour protéger le climat. C'est pourquoi les VERT-E-S disent Oui à l'Initiative pour l'avenir, le 30 novembre.

Hériter? C'est par pur hasard que l'on naît dans telle famille, que l'on grandit dans la misère ou l'abondance. L'accumulation de richesse par héritage est un contre-sens économique : parce que des centaines de milliers de personnes vivent dans la pauvreté, alors que quelques-unes possèdent la majeure partie de la fortune, parce que nombreuses sont les personnes à devoir travailler dur pour gagner leur argent, tandis que quelques-unes le reçoivent « au berceau », parce que le monde entier souffre de la crise climatique, dont seule une minorité est largement responsable. Avoir de l'argent de côté permet de profiter des commodités qu'offre la Suisse comme le service public. Davantage de justice est donc requis.

C'est ici qu'intervient l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste, qui veut instaurer un impôt successoral de 50%, mais seulement à partir de la généreuse franchise de 50 millions. À partir de là, il est raisonnable de restituer quelque chose à la société. Les 300 personnes les plus riches en Suisse ont engrangé 125 milliards en 4 ans seulement, alors que la Confédération doit économiser via un plan d'austérité, que les plus riches pourraient sans problème payer à partir de leur portefeuille.

De plus, le 1% le plus riche de la population mondiale cause autant de gaz à effet de serre que les 65% les plus pauvres, soit les plus touché-e-s par le réchauffement terrestre : manque

d'eau, inondations, faim et canicules. Il est impératif que ces ultrariches restituent une contribution raisonnable à la société, ne serait-ce que pour payer les dégâts qu'ils causent à la nature.

Cet argent devra servir à investir dans la protection climatique, le social ou la formation. Il pourra notamment alimenter le fonds climat que les VERT-E-S et le PS demandent dans leur initiative.



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
LeonorePorchet

LE SERVICE CITOYEN, MAUVAIS POUR L'ÉGALITÉ

L'initiative « pour un service citoyen » veut remplacer le service militaire par une obligation de servir pour toutes et tous. Derrière cette façade séduisante, le projet cache de graves problèmes : il implique la contrainte plutôt que le volontariat.

Si l'idée est séduisante - valoriser l'engagement citoyen et élargir la notion de sécurité aux défis climatiques et sociaux -, en y regardant de plus près, le projet pose de graves problèmes :

1. Pour une base volontaire, pas obligatoire.

Nous nous battons depuis longtemps pour que le service civil soit ouvert aux femmes. Mais ce choix doit rester libre. Un service obligatoire n'est pas un engagement, mais du travail forcé.

2. Le militaire prime

Le texte donne clairement la priorité à l'armée et à la protection civile. Des femmes pourraient ainsi être contraintes de servir dans l'armée contre leur gré. Pire encore, l'initiative supprime de facto le service civil en tant qu'alter-

native au service militaire, une contradiction avec le droit fondamental à la liberté de conscience.

3. Un faux pas pour l'égalité.

Les femmes effectuent déjà deux tiers du travail domestique et de care non-rémunéré. Leur imposer un service obligatoire reviendrait à accentuer les inégalités plutôt qu'à les corriger.

4. Risques pour l'économie.

Un afflux massif de personnes obligées de servir poserait aussi un problème économique. Qui garantit que ces postes ne viendront pas remplacer de vrais emplois, avec un dumping salarial à la clé dans des domaines déjà majoritairement féminin (santé, social,...)?

L'initiative pour un service citoyen veut imposer une contrainte sous couvert de solidarité. Nous voulons au contraire encourager l'engagement volontaire, renforcer le service civil et élargir les possibilités de s'investir librement pour la collectivité et l'environnement. Les VERT-E-S diront donc Non au service citoyen le 30 novembre.



Clarence Chollet
conseillère nationale NE
clarencechollet



Le groupe parlementaire des VERT-E-S s'engage de toute ses forces pour le climat, la biodiversité et l'égalité, dans un parlement toujours plus à droite.

BILAN VERT À MI-LÉGISLATURE : L'OPPOSITION PAIE

Lors des élections fédérales de 2023, les VERT-E-S ont réalisé le 2e meilleur score de leur histoire : une force que les derniers sondages électoraux confirment. Avec la population à leurs côtés et malgré le virage à droite du Parlement, les VERT-E-S ont empêché les pires régressions en termes de protection du climat et d'égalité. Jusqu'aux élections 2027, nous continuerons à nous engager pour des solutions en faveur d'un avenir solidaire où il fait bon vivre. Nous sommes le changement, nous assumons nos responsabilités et nous façonnons l'avenir.

Depuis le virage à droite de 2023, la majorité bourgeoise conservatrice au Parlement et au Conseil fédéral tente de revenir en arrière. La législature du renouveau a fait place à une législature d'inertie et de régression. Or, la Suisse a besoin de progrès écologique et social. C'est pourquoi nous nous engageons au Parlement en faveur d'un avenir où il fait bon vivre et que nous présentons des solutions concrètes aux problèmes que le Conseil fédéral et les partis bourgeois au Parlement refusent systématiquement d'aborder.

Depuis deux ans, nous exploitons la marge de manœuvre dont nous disposons à

Berne pour trouver des solutions là où elles se présentent : par exemple, dans l'élaboration de la nouvelle mouture de l'e-ID, que notre conseiller national Gerhard Andrey a mis à l'ordre du jour politique et qui a été approuvée par la population en septembre dernier. Mais aussi pour renforcer l'économie circulaire, interdire les cigarettes électroniques jetables ou interdire l'importation de fourrures et de produits issus d'une production cruelle envers les animaux.

Par ailleurs, nous nous sommes engagé-e-s en faveur de l'instauration de l'imposition individuelle et d'un plan

d'action contre le racisme et l'antisémitisme. Faire du harcèlement psychologique (stalking) une infraction pénale et obliger la Confédération à tenir enfin des statistiques sur les féminicides sont deux autres succès imputables aux VERT-E-S au Parlement. Il s'agit-là d'étapes importantes pour lutter contre les violences sexistes.

Succès Verts au Parlement et dans les urnes

Nous avons travaillé dur pour empêcher plusieurs régressions que la majorité bourgeoise renforcée au Parlement voulait imposer dans les domaines de l'environnement et de la politique sociale. Nos menaces de référendum ont fait échouer la taxe au tonnage – qui aurait créé une nouvelle niche fiscale pour les multinationales actives dans les matières premières. Elles ont aussi permis d'éviter que la loi sur la protection de l'environnement ne soit complètement vidée de sa substance. Sans la résistance des VERT-E-S, le droit de recours des associations pour les projets hydroélectriques aurait été supprimé et la protection de la nature encore affaiblie.

Avec le soutien de la population, nous avons pu empêcher l'extension des autoroutes, une nouvelle baisse des rentes pour les femmes et des attaques contre le droit du bail.

À la mi-législature, les VERT-E-S ont gagné 10 des 15 votations populaires, ce qui prouve à quel point la majorité de droite au Parlement et au Conseil fédéral snobe la population. C'est aussi un signal clair : les VERT-E-S sont plus nécessaires que jamais pour créer un avenir solidaire où il fait bon vivre.

En entrant dans cette législature, nous savions qu'elle serait placée sous le signe des référendums pour tenter d'endiguer les dangereuses régressions de toutes sortes. Et durant ces deux dernières années, nous avons montré que nous en sommes capables : notre opposition paie notamment dans la politique climatique et la politique d'égalité.

La lutte contre les régressions se poursuit

Durant la seconde moitié de la législature, nous continuerons à nous engager contre les régressions. Dès la prochaine session d'hiver, le Conseil des États se prononcera sur le plan d'économies inutile et nuisible pour l'avenir proposé par le Conseil fédéral. Ce plan entraînerait des coupes drastiques dans la protection du climat et de l'environnement (par ex, des réductions massives dans le Programme Bâtiments), dans l'égalité des chances (notamment en doublant les taxes universitaires), ainsi que des reculs dans la politique des transports (hausse du prix des transports publics).

Nous sommes prêt-e-s à lancer un référendum contre les projets d'Albert Rösti visant à autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse. Nous n'accepterons en aucun cas un retour à l'ère nucléaire, qui reviendrait à saboter la transition énergétique, à gaspiller des milliards et à encourir le risque d'accidents nucléaires.

Les solutions Vertes sont là

Nous luttons pour empêcher les régressions. Mais notre travail ne s'arrête pas là ! Nous voulons façonner un avenir où il fait bon vivre. Grâce à nos initiatives – pour un fonds climat, pour le solaire et pour un congé familial –, nous apportons des solutions aux problèmes que les partis bourgeois refusent d'aborder.

En 2023, la population s'est clairement prononcée en faveur de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Un an plus tard, elle a approuvé la loi sur l'électricité en faveur de la transition énergétique et d'une meilleure protection du climat. Afin de pouvoir réaliser les investissements nécessaires, les VERT-E-S et le PS ont lancé l'initiative pour un fonds climat, mettant à disposition l'argent nécessaire à la transition. Rejetée au Parlement, cette initiative sera soumise au vote en 2026. Il reviendra donc à la population de

redonner le cap à la protection du climat. Notre initiative solaire, qui sera déposée en décembre, va accélérer considérablement la transition énergétique. Elle représente une étape décisive vers la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse.

Côté politique familiale, le Oui très net au congé paternité de deux semaines a montré que la population suisse souhaite abandonner sa position de lanterne rouge en la matière. C'est pourquoi nous avons lancé l'initiative pour un congé familial, qui offre 18 semaines de congé par parent, et qui sera déposée en 2026.

Ensemble pour un changement de cap

Pour insuffler un véritable changement et faire avancer la Suisse dans un contexte mondial incertain, il faut un changement de cap politique au plus tard lors des élections de 2027, tant au Parlement qu'au Conseil fédéral. Et les VERT-E-S sont prêt-e-s : quelque 15'000 membres – un record – soutiennent désormais notre engagement pour un avenir écologique, social et où il fait bon vivre.

Durant cette seconde moitié de législature, notre engagement sera sans faille. Et nous sommes prêt-e-s à poser un jalon pour l'avenir lors des élections de 2027 !



Aline Trede

conseillère nationale BE,
présidente du groupe
parlementaire

[alinetrede.bsky.social](https://www.alinetrede.bsky.social)

NON À L'ACCORD DESTRUCTEUR AVEC LE MERCOSUR

La Suisse veut conclure un nouvel accord de libre-échange avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). Or, cet accord nuit au climat et est préjudiciable tant à l'agriculture suisse qu'aux populations indigènes des pays du Mercosur. Les VERT-E-S s'y opposent.

À la mi-septembre, le conseiller fédéral Guy Parmelin a signé l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Un accord hautement nuisible à l'environnement. À l'avenir, ces pays pourront importer leurs produits en Suisse : par exemple, 3000 tonnes de viande de boeuf – soit 15 millions de steaks – ou 7 millions de bouteilles de vin, libres de droits de douane.

Ces importations bon marché accélèrent la destruction de la forêt amazonienne. Pour créer des pâturages ou des cultures fourragères, on défriche par le feu, ce qui aggrave le réchauffement climatique. Augmenter le libre-échange agricole signifie détruire d'avantage l'environnement : les gigantesques monocultures libèrent d'énormes quantités de CO₂, empoisonnent les sols et consomment de l'eau potable précieuse. Et les importations bon marché exercent une pression énorme sur le monde agricole suisse.

Si l'accord avec le Mercosur contient bien des déclarations d'intention en matière de durabilité, il ne prévoit aucune contrainte en la matière pour les produits importés, contrairement à l'accord sur l'huile de palme conclu avec l'Indonésie. Il manque aussi des mécanismes efficaces pour sanctionner les violations des dispositions relatives à la durabilité. En clair : l'accord ne contient aucune règle applicable pour protéger le climat et les droits humains.

Autre point préoccupant : le Brésil a adopté deux lois qui pourraient largement compromettre la protection de l'environnement et les droits des populations indigènes. Ces reculs considérables sont contraires aux dispositions internationales relatives à la protection des communautés autochtones auxquelles le Brésil s'est engagé. Cet accord de libre-échange renforce l'agriculture industrielle dans le

Mercosur. Dans le même temps, les droits des populations indigènes et la protection de l'environnement sont affaiblis. Les VERT-E-S s'opposent vivement à ces évolutions inquiétantes.

L'accord avec le Mercosur nuit à l'agriculture suisse, à la forêt amazonienne – le poumon de notre planète – et au climat. Et il met en danger les droits des populations locales. Autant de raisons pour lesquelles les VERT-E-S rejettent cet accord et le combattront, si nécessaire, par référendum.

**SIGNEZ NOTRE
PÉTITION CONTRE
CET ACCORD:**



Nicolas Walder
conseiller national GE
🌱 nicolaswalder.bsky.social

ATTAQUE CONTRE LE SERVICE CIVIL : LE RÉFÉRENDUM EST LANCÉ !

Le 8 octobre 2025, une large coalition, emmenée par les VERT-E-S et les Jeunes Vert-e-x-s, a lancé le référendum contre la révision de la loi sur le service civil, récemment adoptée par les Chambres fédérales, qui en restreint largement l'accès en voulant diminuer de 40% les admissions. Nous dénonçons des mesures injustifiées et contraires aux droits fondamentaux, en particulier la liberté de conscience, visant à affaiblir

un pilier essentiel de notre système de milice. Déjà rejetées en 2020, ces propositions refont surface sous prétexte de renforcer l'armée, alors que celle-ci est en sureffectif et que le Conseil fédéral est responsable de son manque d'attractivité. Mais surtout, le service civil accomplit des tâches essentielles dans les institutions sociales, de la santé, de promotion de l'environnement et de la culture. Le réduire, c'est pénaliser

hôpitaux, EMS, écoles ou encore l'agriculture. Merci de signer et faire signer ce référendum encarté dans Greenfo !



Fabien Fivaz
conseiller aux États NE
co-président CIVIVA
🌱 ffivaz.bsky.social

ENSEMBLE, GAGNONS LA VOTATION POUR LE FONDS CLIMAT!

L'initiative pour un fonds climat, lancée par les VERT-E-S et le PS, sera soumise au vote en 2026 ! Rejetée par le Conseil fédéral et le Parlement sans contre-projet, il reviendra donc à la population de garantir que les mesures pour protéger le climat et la biodiversité soient enfin prises.

On l'a vécu, une fois de plus, cette année : les canicules se succèdent, les laves torrentielles dévastent nos contrées, nos lacs et nos villes n'ont jamais été aussi chauds, les glaciers fondent comme jamais. Chaque nouvel épisode extrême nous rappelle que le réchauffement climatique est bien réel. Et qu'il menace directement notre mode de vie et notre santé. Au vu de l'inaction du Parlement, la tendance n'est pas près de s'inverser si nous ne prenons pas les choses en main. Et c'est ce que nous ferons dans les urnes en 2026 avec notre initiative pour un fonds climat !

Alors que la population a clairement exprimé sa volonté d'atteindre la neutralité carbone en 2050, en acceptant la loi climat puis celle sur l'électricité, il est grand temps de mettre en place les mesures nécessaires pour protéger le climat : sortir des énergies fossiles,

adapter de nos villes pour les rendre résilientes à la chaleur ou encore soutenir les pays les plus pauvres, fortement touchés par la crise climatique. Or, des mesures efficaces ne peuvent être prises que si leur financement est garanti dans la Constitution. Voilà exactement ce que permettra l'initiative pour un fonds climat : mettre de l'argent à disposition pour réaliser ces mesures d'atténuation et d'adaptation au réchauffement climatique.

Décarbonner le chauffage, tout comme la mobilité ne sera pas seulement bénéfique pour notre santé, mais cela profitera aussi à la biodiversité gravement menacée par le réchauffement climatique. Les scientifiques sont catégoriques : nous assistons à la sixième extinction de masse – celle de la biodiversité – qui est aussi la première exclusivement due aux activités humaines.

Nous sommes en train de détruire les bases du vivant. En Suisse, la moitié des habitats et un tiers des espèces sont menacés. Il est temps d'agir : le fonds climat prévoit de soutenir la restauration de nos milieux naturels et la végétalisation des zones urbaines afin de favoriser le captage naturel du carbone.

Nous préparons une campagne forte pour un fonds climat. En mettant les moyens à disposition pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et assurer la transition énergétique, nous pourrions offrir un avenir où il fait bon vivre aux générations futures.



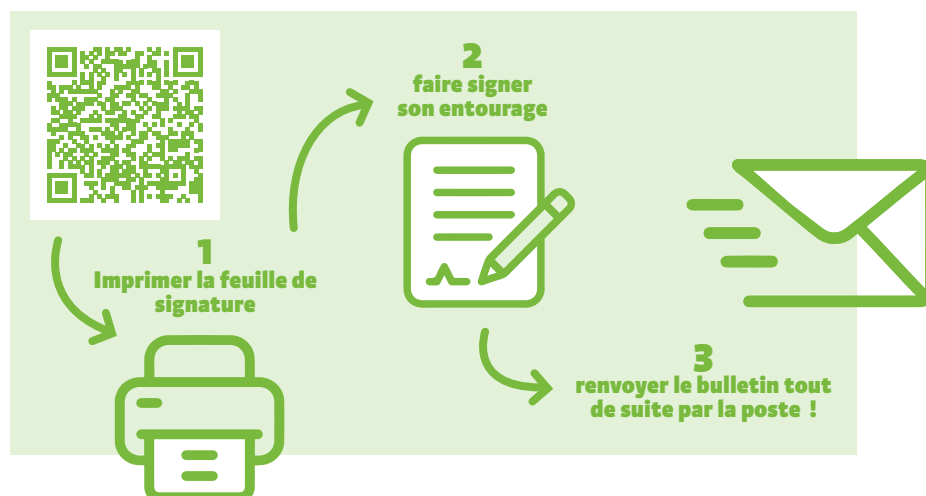
Christophe Clivaz
conseiller national VS
[christophe-clivaz.bsky.social](https://www.christophe-clivaz.bsky.social)

INITIATIVE SOLAIRE : DERNIÈRE LIGNE DROITE !

Le 10 décembre, nous déposons notre initiative solaire à la chancellerie fédérale. **Mais d'ici fin novembre, nous devons récolter encore 14 000 signatures.** C'est le dernier moment de la signer et de la faire signer pour être sûr qu'elle n'échoue pas avant les urnes !

Ensemble couvrons les surfaces appropriées de panneaux solaire et réalisons le tournant énergétique !

Chaque signature compte !





POUR UN AVENIR FÉMINISTE ET PROCLIMATIQUE

Anna-Béatrice Schmaltz : Les causes féministe et environnementale me tiennent à cœur depuis mon enfance. Une de mes priorités tant politiques que professionnelles est de m'investir pour mettre fin à la violence genrée.

Ayant grandi dans le canton d'Uri, je n'ai cessé, depuis toute jeune, d'entendre parler de l'excès de trafic et des trop nombreuses catastrophes naturelles, telles que chutes de pierres ou glissements de terrain.

Grâce aux balades dans la nature avec mon grand-père et mon frère, puis avec mes ami-e-s, la nature est devenue une composante essentielle de ma vie et observer les oiseaux reste mon passe-temps préféré.

Lutte contre la violence faite aux femmes

Adolescente, j'ai commencé à m'engager pour les causes féministes, car je me sentais corsetée par les stéréotypes et modèles sexistes. Ma maturité en poche, j'ai étudié le travail social à Fribourg et débuté mon engagement politique dans les collectifs dédiés. En 2019, participant à l'organisation de la grève féministe, j'ai été marquée par la puissance de cette intervention collective en faveur d'un futur féministe ensemble nous pouvons faire bouger les lignes... et cela m'imprègne aujourd'hui encore.

Mon engagement féministe se prolonge jusque dans mon activité profes-

sionnelle, car je travaille en tant que responsable du programme prévention de la violence genrée auprès de Frieda, l'ONG féministe pour la paix.

Cette année, 24 féminicides ont déjà été commis en Suisse. Il est donc urgent d'agir, car ils ne sont que la partie émergée de l'iceberg et montrent que la violence genrée – sous ses différentes formes – est une réalité tristement quotidienne dans notre pays. Afin de l'enrayer, il faut un dispositif inclusif multiforme, allant de la prévention à la protection et au soutien des personnes concernées, en passant par des ressources financières, la poursuite pénale et le travail avec les auteur-e-s, comme le demande la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe. Entrée en vigueur en 2018, elle doit enfin être systématiquement appliquée et devenir un des dossiers politiques prioritaires de la Suisse.

Du militantisme à la politique

Je peux mettre à profit mon expertise professionnelle dans mon engagement politique. J'ai démarré en même temps chez les Jeunes Vert-e-x-s et les VERT-E-S. Depuis 2022, je siége au Parlement de la ville de Zurich et, depuis 2023, y co-préside le parti, ce qui me permet

d'en influencer la politique, via par exemple des interventions parlementaires ou un projet de prévention basé sur l'aide du voisinage, des mesures pour enrayer la violence numérique ou garantir l'accessibilité universelle des refuges. Mes autres priorités politiques sont la biodiversité, l'économie circulaire, la justice sociale et en général l'égalité et la non-discrimination.

Je vais continuer à m'engager en faveur d'un avenir féministe, proclimatique et solidaire et me réjouis de le faire parmi tant de personnes magnifiques et compétentes au sein des VERT-E-S.

Anna-Béatrice Schmaltz
conseillère municipale, ville de Zurich